

L'eau stimule la finance durable

ROBECOSAM. Tendances du secteur avec un membre de la direction de l'entreprise zurichoise, de passage à Genève. Notamment sur le thème de l'eau.

MARJORIE THÉRY

La finance durable est l'une des tendances qui captait l'attention de la place financière ces dernières années, avant peut-être que les fintech ne lui volent la vedette ces derniers mois? C'est pourtant toujours une tendance de fond en croissance, en particulier dans la gestion d'actifs privés et institutionnels.

Daniel Wild, responsable de la recherche et développement des investissements durables chez RobecoSAM et membre du comité exécutif, était de passage à Genève au Swiss Finance Institute. Il y intervenait pour une formation spéciale sur l'eau, l'entreprise zurichoise étant celle qui a développé l'un des premiers fonds sur ce thème en 2001. «Les gens ne se rendent parfois pas compte qu'il ne s'agit pas d'un thème circonscrit aux questions de durabilité, ou aux entreprises qui sont liées directement à l'eau. Il y a de nombreuses implications économiques indirectes». Précision utile: Daniel Wild a une formation d'ingénieur de l'EPF Zurich, complétée à Stanford. Il n'a donc pas seulement une vision financière mais aussi technique des enjeux. «Le manque d'eau peut toucher de manière drastique une large partie des chaînes de valeurs de certaines entreprises. Si ces dernières opèrent dans un domaine qui leur permet de délocaliser vers des lieux sans problème d'approvisionnement en eau, alors elles peuvent s'en sortir. Mais cela engendrera des coûts. Et certaines sociétés qui dépendent d'une localisation spécifique pour diverses raisons ne peuvent pas être déplacées. C'est

le cas pour une exploitation minière, ou encore pour une centrale hydraulique». La stratégie d'investissement prend donc en compte les opportunités et menaces sous différents angles, à une échelle globale.

Fruit de son expertise sur ce thème, RobecoSAM, a publié l'an dernier une étude intitulée L'eau: le marché du futur. Selon les conclusions de cette étude, l'évolution démographique, les infrastructures vieillissantes, les normes de qualité de l'eau de plus en plus stricte et le changement climatique sont les quatre principaux facteurs façonnant le marché mondial de l'eau. Ce dernier devrait connaître un net rebond et représenter 1000 milliards de dollars d'ici 2025. Le marché de l'eau devrait donc connaître un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de 5 à 6% dans les 5 prochaines années. Ce qui a déjà été le cas depuis la fin des années 2000. La rareté de l'eau stimule la demande de solutions innovantes et décuple les opportunités d'investissement. En effectuant des calculs sur des données historiques, RobecoSAM a identifié quatre pôles d'investissement attractifs selon les risques liés à la valeur bêta et à la volatilité du marché des actions. Il s'agit des services d'intérêt public (utilities), les biens d'équipement et produits chimiques, de la construction et des matériaux, et enfin tout ce qui tourne autour des services qualité et analyse des eaux. Dans certains sous-secteurs, la croissance annuelle attendue est même de 10% à 15%.

Plus globalement, sur l'ambiance du secteur de la finance durable, Daniel Wild pense que les inves-



DANIEL WILD. La rareté de l'eau stimule la demande de solutions innovantes.

tisseurs ont bien saisi qu'il ne s'agit plus d'un «trade-off», à savoir un choix entre rendement financier et rendement social, mais que l'objectif est de combiner les deux. «Aujourd'hui ce n'est plus une question de sauver la planète mais bien de business. Car certains modèles d'affaires sont compromis pour des raisons de durabilité». Ces stratégies sont aussi de moins en moins envisagées comme core/satellite, une petite «poche» de finance durable qui serait cousue sur son portefeuille, mais bien une stratégie intégrée plus globale.

Il relève toutefois que la Suisse reste assez en retard par rapport au reste de l'Europe sur ce thème, en partie car le marché institutionnel reste encore assez fragmenté. Il y a peu de caisses de pensions qui s'engagent, encore moins qui souhaitent communiquer activement sur ce thème. Au-delà des fonds de pensions, RobecoSAM conseille aussi de nombreuses fondations à l'étranger, qui souhaitent gérer leur fortune de manière durable. Ou encore de grands fonds d'endowment d'universités anglo-saxonnes par exemple.

Daniel Wild constate aussi une pression de plus en plus forte de

la société dans son ensemble, avec des grands événements comme la COP 21, qui incite les investisseurs à s'engager plus activement. Faut-il pour autant de grands standards ou des initiatives spécifiques comme les Sustainable Stock Exchange de l'ONU? Ces initiatives jouent leur rôle, à savoir de faire en sorte qu'il y ait des prises de conscience, mais bien souvent les grands institutionnels veulent aussi des offres spécifiques et tailor-made d'après Daniel Wild. «Les asset managers ou les entreprises adaptent aussi de plus en plus leur stratégie par rapport à leur propre identité et impact». Les clients changent aussi. Et du côté de la gestion privée en particulier, les «millennials» attendent de plus en plus ce type d'expertise de la part de leur gérant.

Autre tendance, Daniel Wild relève un engagement toujours plus étroit avec les entreprises. «Il ne s'agit plus seulement de voter à l'assemblée générale une fois par année mais d'établir un vrai dialogue avec le management». L'objectif est surtout de faire prendre conscience de certains risques et opportunités. «Nous avons par exemple engagé un dialogue avec plusieurs entreprises depuis quelques années sur leur transparence fiscale, et la répartition géographique du paiement de leurs impôts. Évidemment, au début, ils ne voulaient pas entendre parler... Mais nous avons constaté des efforts dans ce domaine. Et depuis,

il y a eu plusieurs scandales sur les montages fiscaux des multinationales. Du coup certaines entreprises nous ont même remerciés, car avec nous, ils avaient déjà fait ce travail de clarification. Comprenez bien, le but n'est évidemment pas que les entreprises payent le plus d'impôts possible, mais que les investisseurs savent aussi quels risques ils encourent si les entreprises ont des pratiques opaques dans ce domaine».

Enfin, sur le marché national, les chiffres continuent d'être à la hausse. L'an dernier, les fonds sous gestion gérés avec des critères durables en Suisse ont encore augmenté de 26%, pour un total de 71 milliards de francs d'après l'organisation FNG, qui produit des statistiques de référence depuis de nombreuses années. Premier constat: cela reste une goutte d'eau parmi les milliers de milliards gérés en Suisse. Second constat: l'augmentation reste substantielle, et en valeur absolue, le total des fonds est tout de même équivalent au total de la fortune des fondations en Suisse. Dernier constat: ce volume peut être sous-estimé face à la multiplicité des pratiques de la finance durable. Enfin, l'étude ayant été menée sur la base des chiffres de 2014, le total des fonds aujourd'hui est probablement au-dessus de 100 milliards de francs, le secteur connaissant une croissance annuelle à deux chiffres depuis plusieurs années. ■

«AUJOURD'HUI CE N'EST PLUS UNE QUESTION DE SAUVER LA PLANÈTE MAIS BIEN DE BUSINESS. CAR CERTAINS MODÈLES D'AFFAIRES SONT COMPROMIS POUR DES RAISONS DE DURABILITÉ».

BBGI-ÉthicalQuote actions suisses / Mars 2016

BBGI GROUP
Ethical Investments
Covalence
EthicalQuote.com

Les indices «ISR» résistent davantage

Les indicateurs macroéconomiques présentaient en mars une image différenciée de la situation économique suisse. D'un côté, le baromètre conjoncturel du KOF stagnait à 102,53 points (102,60 en février); de l'autre, l'indice des directeurs d'achat (PMI) marquait une hausse notable à 53,2 points (contre 51,6 en février). Pourtant, alors que la plupart des marchés actions internationaux enregistraient un rebond important au cours du mois de mars - +6,78% aux États-Unis ou encore +13,23% pour les marchés émergents - le marché actions suisse terminait tout juste en terrain positif. Les «blue chips» suisses ont en effet entraîné les résultats vers le bas (+0,22%), alors que les petites

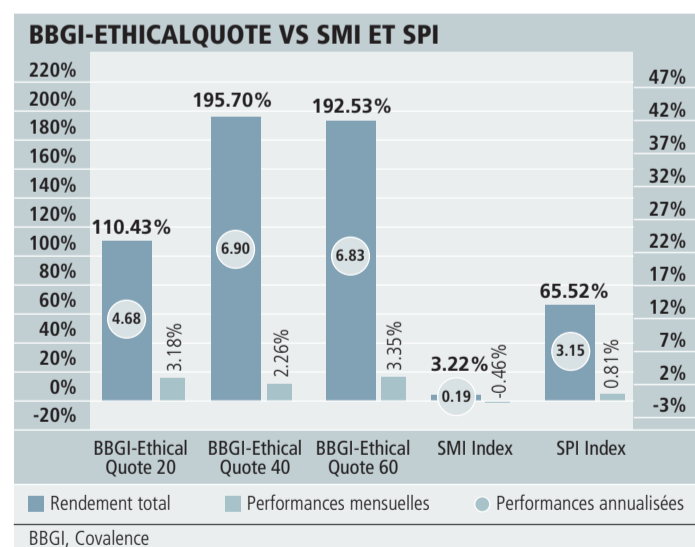
capitalisations et les capitalisations de taille moyenne progressaient de +4,55% et +3,46%. Dans ce contexte, les indices BBGI-EthicalQuote composés de 20, 40 et 60 titres surperforment à nouveau les indices traditionnels du marché suisse, affichant respectivement +3,18%, +2,26% et +3,35% TR au cours du mois de mars. Il en va de même en ce qui concerne leurs résultats depuis janvier: l'indice SPI cède -8,55%, soit sa plus forte contraction trimestrielle depuis septembre 2011, tandis que les indices BBGI-EthicalQuote, et particulièrement l'indice composé de 60 titres, limitent leur correction (-6,77%, -3,70% et -1,73% respectivement).

ALAIN FREYMOND*
ANTOINE MACH**

Sur le front Environnement, Social, Gouvernance (ESG), la situation de entreprises suisses s'est globalement améliorée en mars, puisqu'elles affichaient un ratio de 59% d'informations positives (41% de négatives), contre 49% en février. Une fois n'est pas coutume, Syngenta apparaissait du côté des sociétés affichant un bilan positif en termes de réputation ESG, suite à la publication des résultats de son Good Growth Plan comprenant six engagements pour 2020 en matière d'agriculture durable et de déve-

loppement des communautés rurales. Ainsi, en 2015, son Programme pour des conditions de travail équitable (Fair Labour) couvrait plus de 27.000 fournisseurs représentant 84% des fermes lui livrant des semences à l'échelle internationale, et ses opérations indiennes recevaient l'accreditation de la Fair Labor Association. Barry Callebaut était lui félicité pour sa ligne de cacao durable Horizons et pour l'introduction d'un système de paiement mobile à l'attention des cultivateurs de cacao en Côte d'Ivoire. SGS publiait son rapport de durabilité 2015 et se félicitait de son statut de leader sectoriel dans les

indices Dow Jones Sustainability et Carbon Disclosure Project. De son côté, Zurich Insurance Group lance un appel en faveur de la création de places d'apprentissage aux États-Unis, répondant à un défi lancé récemment par Barack Obama. Swisscom se distingue sur le plan des produits à forte valeur sociale ajoutée en offrant à ses clients la possibilité de commander le Fairphone 2, un appareil d'origine néerlandaise pionnier en termes de minéraux provenant de filières équitables ainsi que sur le plan de la facilité de réparation (pas d'obsolescence programmée). LafargeHolcim affichait un bilan



mitigé: des compliments sur son programme d'inclusion en Afrique, visant à atteindre la part de 35% de femmes dans les postes de direction d'ici à 2030, et des critiques relatives au travail des enfants en Ouganda dans des carrières de pouzzolane, un matériau livré, via des intermédiaires, à la filiale locale du cimentier franco-helvétique (*Le Monde du 22 mars*). Novartis enregistrait une majorité de commentaires négatifs, portant notamment sur le ré-

glement d'une amende de \$25 millions aux autorités américaines suite à des allégations de corruption auprès de personnels sanitaires en Chine entre 2009 et 2013 dans le but de stimuler les ventes de médicaments. Enfin, plusieurs observateurs déploieraient le projet de Credit Suisse de procéder à 2000 suppressions d'emploi supplémentaires.

* BBGI
** Covalence

L'emprunt de 10 milliards

ARABIE SAOUDITE. Ryad compte s'adresser à des banques internationales pour emprunter 10 milliards de dollars afin de financer le déficit budgétaire résultant de la chute des prix du pétrole, rapporte Bloomberg News.

Citant trois sources informées du dossier, Bloomberg indique que ce sera le premier emprunt d'Etat en 15 ans de l'Arabie saoudite, premier exportateur mondial de pétrole.

L'emprunt remboursable en cinq ans devrait être conclu à la fin avril, ont précisé les sources citées par Bloomberg qui ont demandé à ne pas être identifiées. Elles ont indiqué que des banques américaines, européennes, japonaises et chinoises étaient sur les rangs pour assurer cet emprunt qui sera calculé à environ 120 points de base au-dessus du niveau du taux d'emprunt interbancaire de Londres. La dégringolade, ces deux dernières années, du prix de pétrole - tombées de plus de 100 dollars le baril début 2014 à 40 dollars le baril actuellement - a entraîné des réductions des dépenses de l'Arabie saoudite et des efforts pour diversifier son économie.

Le budget saoudien a enregistré un déficit record de 98 milliards de dollars en 2015 et ce déficit devrait atteindre 87 milliards de dollars cette année.

Le déficit est comblé par les réserves financières du royaume qui sont passées de 732 milliards de dollars fin 2015 à 611,9 milliards fin 2015, selon un rapport de la firme saoudienne Jadwa Investment publié en février. L'Arabie saoudite a également émis sur le marché local des bons de trésor de 30 milliards. ■

NOUVEAUX PRODUITS

VONTOBEL: 10.417 points put sur Dax 2017

Vontobel a émis hier à la SIX Structured Products le put warrant WDAH7V (ISIN CH0313809169) sur l'indice Dax, strike 10.417 points, échéance 17 mars 2017. Le certificat, négocié en franc suisse, se traite avec une prime annualisée de 8,68%. Son seuil de rentabilité se situe à 9568,09 points et affiche un écart par rapport au strike de 0,52% (spot de 10.421,29 points, hier à la clôture). Le produit comporte un levier de 6,39 fois, un delta de -0,51 et une volatilité implicite de 20,69%.

LEONTEQ SECURITIES: 6,00% p.a. BRC Actelion avril 2017

Leonteq Securities a lancé hier la convertible à barrière (BRC) BPQLTQ (ISIN CH0317273834) sur l'action Actelion, échéance 13 avril 2017. Le note paie un coupon fixe annuel de 6,00% et est doté d'une barrière de protection conditionnelle du capital fixée à 110,85 francs, soit un écart de 28,39% par rapport à la protection, d'après les données SIX Structured Products, hier après la clôture des marchés à Zurich. Émise en franc suisse, la convertible affiche actuellement un rendement maximal annualisé de 4,03%.